



USA: Le dilemme diplomatique de la nouvelle Amérique

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 20 janvier 2009

[Le blog de René Naba](#) 20 janvier 2009

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Analyses: [Élections USA](#)



La Palestine, véritable test de la détermination de Barack Obama d'impulser le nouveau visage de l'Amérique post- raciale et post-coloniale.

Le meilleur antidote à l'antisémitisme réside dans une attitude de rigueur, et non de laxisme, face à Israël.

Barack Hussein Obama assume à partir de ce mardi 20 janvier la présidence des Etats-Unis sur fond d'un forcing diplomatique de son prédécesseur visant à aménager un cessez le feu unilatéral israélien dans la bande de Gaza à l'effet de placer le premier président afro-américain de l'histoire devant un fait accompli qui a retenti comme un camouflet tant pour le nouveau président américain que pour le médiateur égyptien Hosni Mubarak que pour son alter ego français, Nicolas Sarkozy, le vibronnaire et inopérant co-président de l'Union pour la Méditerranée.

Pantin idéologique du lobby juif américain et du christianisme sioniste du néo-conservatisme américain, George Bush a souscrit à toutes les dérives israéliennes, conséquence logique de son adhésion inconditionnelle au bellicisme de sa soldatesque. L'ultime accord entre l'ancien agent du Mossad, Tzivi Lipni, ministre israélien des Affaires étrangères, et, son homologue américain, Condoleezza Rice, a pu apparaître comme l'ultime pied de nez d'un président vaincu à ses vainqueurs, le bras d'honneur du plus honni des présidents américains de l'histoire à ses détracteurs. Pathétique épisode d'un tragique épilogue qui illustre la trivialité texane et fait voler en éclat l'immense espoir soulevé à son élection par Barack Obama du fait de son silence prolongé face à ce bain de sang ordonné de sang froid par des deux gouvernements moribonds, le gouvernement intérimaire d'Ehud Olmert assoiffé de revanche devant son échec face au Hezbollah libanais, en 2006, et une mandature présidentielle républicaine en plein naufrage.

Elle pose la question de la pertinence du comportement de Barack Obama et de la marge de manœuvre dont il dispose à l'égard du lobby juif américain. Sa prestation devant ce lobby, au lendemain de sa nomination, avait d'ailleurs plongé bon nombre de ses admirateurs dans un abîme de perplexité. Sa déclaration sur le caractère indivisible de Jérusalem, capitale d'Israël, était apparue d'autant plus gratuite que rien dans son parcours ne le contraignait à le faire, sauf à vouloir donner des gages à Israël et à ses influents partisans électoraux au

Etats-Unis, sauf à vouloir se ménager une marge de manœuvre future pour des douloureuses concessions qu'il est supposé devoir réclamer à Israël dans l'hypothèse d'une relance d'une nouvelle dynamique de paix au Moyen-Orient. La décision de transférer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv vers Jérusalem a été prise par Ronald Reagan (1980-1988) dans la période de transition de son mandat à son ancien vice-président George Bush sr, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler les midnight measures, les mesures prises discrètement par le président sortant à la faveur de l'interrègne présidentiel américain. Depuis lors, le sujet est régulièrement évoqué devant le Congrès américain sans qu'aucun président n'ait jamais osé franchir le pas en ordonnant le transfert effectif de la représentation américaine vers Jérusalem, une mesure contraire au Droit International, une mesure qui ne manquerait pas d'être ressentie comme une provocation et une humiliation par l'ensemble arabo-musulman à l'effet de fragiliser les alliés arabes de l'Amérique. Reagan a trépassé, George Bush jr, le fils du précédent, est durablement carbonisé, mais le peuple palestinien, bien que désorienté par ses conflits fratricides et affaibli par la sévère répression israélienne, maintient sa revendication sur le secteur arabe de la Ville Sainte, témoignant ainsi d'une grande capacité d'endurance et de survie. Or nul ne l'ignore: tant qu'existe un revendicateur, un Droit ne se perd pas. Et c'est là le principal mérite du combat palestinien.

De même, Jérusalem, capitale indivisible d'Israël, est une rengaine de tous les postulants à la magistrature américaine, un exercice de style obligé pour tous les candidats aux présidentielles américaines. Mais l'exercice n'est pas sans conséquence, ni dommage. Un fait subjectif partagée par une majorité d'individus devient un fait objectif. Une répétition rituelle finit par imprégner les esprits et s'impose comme un fait d'évidence. Aux Arabes et à leurs alliés dans le Monde, d'être vigilant sur ce point et intransigeant.

Un accord en bonne et due forme lie, en effet, depuis le 19 Janvier 1989, Israël et les Etats-Unis à propos du transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv vers Jérusalem. L'accord a été signé du côté américain par l'Ambassadeur des Etats-Unis en Israël, William Brown, le jour même de la passion de pouvoir entre les Présidents Reagan et Bush, sans qu'il soit possible de l'imputer au mandat Reagan ou au mandat Bush afin de diluer les responsabilités entre les deux présidents républicains. L'accord prévoit la construction de l'ambassade américaine dans la partie sud de la Ville Sainte, dans un secteur dénommé du temps du mandat britannique de «Camp Allenby». D'une superficie de quatorze hectares, le bâtiment est destiné à servir de résidence au chef de la mission américaine, qui en aura la jouissance pour une durée de 99 ans, moyennant le versement symbolique d'un dollar.

L'ambassade américaine est en fait en cours d'édification sur la route de Béthlehem, sur le chemin menant au du kibboutz Ramat Rachel, face à la colonie de Gilo. Son ouverture est prévue pour 2009. L'accord israélo américain constituait la contrepartie de l'acceptation par le gouvernement Itzhack Shamir (droite Likoud) de l'ouverture d'un dialogue avec l'Organisation de Libération de la Palestine. Un tel accord s'est révélé être en fin de compte un marché des dupe». Les accords israélo-palestiniens d'Oslo (1993) ont été vidés de leur substance et l'autorité palestinienne de ses pouvoirs, le chef du combat national palestinien Yasser Arafat confiné jusqu'à sa mort dans sa résidence de Ramallah, alors que, parallèlement, Israël a poursuivi sa colonisation rampante de Jérusalem et de la Cisjordanie, au point les Israéliens ont proposé d'aménager une bourgade jouxtant la Ville Sainte, Abou Diss, en guise de substitution de Jérusalem comme capitale de rechange du futur Etat palestinien. Proposition indécente qui témoigne du mépris souverain des Israéliens pour les revendications légitimes non seulement des Palestiniens mais pour l'ensemble arabo-

musulman. Comme si les Lieux Saints de Jérusalem étaient transférables, comme ce fut le cas pour les temples égyptiens d'Abou Simbel, menacés par la montée des flots lors de la construction du mur de retenue des eaux du barrage d'Assouan.

A la lumière de sa frilosité face au bain de sang de Gaza, des interrogations se font faits jour également en ce qui concerne les premières nominations au sein de son administration. La composition de la garde rapprochée de Barack Obama augure mal d'une politique de changement. La désignation d'un ancien réserviste de l'armée israélienne, Rahm Emmanuel, au poste stratégique de secrétaire général de la Maison Blanche, de même que la nomination au poste de secrétaire d'Etat de Hillary Clinton, Sénatrice de New York, c'est-à-dire représentante au Congrès américain de la première métropole juive du monde, et, à ce titre, seule personnalité américaine à avoir accès à l'ambassade israélienne des Etats-Unis, sans rendez vous préalable, ont été interprétées comme répondant au souci du nouveau président américain de calmer les appréhensions concernant ses origines ethnico religieuses, un métis de père kenyan de confession musulmane. La propulsion du Rahm Emmanuel à ce poste clé a d'ailleurs donné lieu au premier incident de parcours de la nouvelle administration démocrate du fait précisément de la partie israélienne:

Sans ambages, avec une outrecuidance qui caractérise les relations israélo-américaines, son père a assuré au quotidien israélien Maariv que «porteur d'un tel nom qui est bien juif et non arabe, Rahm Emmanuel de par sa nouvelle position allait infléchir la politique américaine dans un sens favorable aux intérêts d'Israël», suscitant un tollé dans la presse nationaliste arabe et conduisant le nommé à se démarquer, à son corps défendant, des positions de son géniteur. «Rahmbo», le sobriquet qui le désigne par référence à la violence qu'il entretient dans ses rapports politiques avec ses adversaires, a dû présenter ses excuses personnelles à Marie Rose Auckar, assurant la Présidente du comité anti-diffamation arabo-américain que le point de vue de son père ne reflétait «ni ses vues personnelles, ni les vues de sa famille». Comprenne qui voudra. Un tel incident révèle en tout cas tant la sensibilité du sujet que la nervosité des protagonistes, tant il est vrai que de tous les dossiers internationaux en souffrance sur son agenda, le dossier palestinien sera le véritable test de la détermination de Barack Obama d'impulser le nouveau visage de l'Amérique post- raciale et post-coloniale.

La marge de manœuvre de Barack Obama est grandement réduite du fait du sinistre économique dans lequel est plongé son pays, en héritage de l'ère Bush. Tout porte à croire qu'il va accorder la priorité à la situation intérieure, notamment aux laissés pour compte de la société d'abondance alors qu'environ 30 pour cent de la population américaine vit sous le seuil de la pauvreté. Sa décision de créer quatre millions d'emplois répond à ces considérations. Mais pour de nombreux observateurs internationaux, le premier président afro-américain de l'Histoire mondiale, celui que de nombreux journalistes présentent par allusion à l'immense espoir qu'il a soulevé lors de son élection, comme l'héritier du Président John Fitzgerald Kennedy et du dirigeant noir américain, Martin Luther King, tous deux assassinés, le premier en 1963, le second en 1968, aura le souci de laisser sa marque. Natif de Hawaï, de père kenyan de confession musulmane, étudiant en Indonésie en compagnie d'un beau père indonésien de confession musulmane, Barack Hussein Obama, bien que converti au christianisme, est un américain de l'extérieur, an overseas président. Il est de ce fait sensible à l'environnement international de sa jeunesse et de son éducation de base. Il n'est pas interdit de penser, qu'en son for intérieur, il peut estimer que l'intérêt à long terme de l'Amérique réside non dans une confrontation mais dans une coopération avec le Monde musulman, tant pour les Etats-Unis d'Amérique pour son allié israélien. Ce

qui présuppose une politique d'apaisement à l'égard d'un bloc généralement présenté par la presse occidentale comme un terreau du terrorisme et de xénophobie, alors que la profonde aversion que nourrit l'ensemble arabo-musulman à l'égard du bloc occidental réside dans la morgue et la désinvolture des Occidentaux à son égard.

La jonction entre sionisme et panafricanisme, les deux points noirs de l'Occident de l'époque contemporaine, a longtemps été caressée par les pères fondateurs du sionisme désireux de fonder avec les peuples africains, une communauté des persécutés. Léon Pinsker dans l'Auto-émancipation (1882), le philosophe Martin Buber à la tête du Die Welt, journal de l'organisation sioniste mondiale, dont il assura la rédaction en chef de 1889 à 1901, et, Golda Meir, ancien premier ministre israélien, ont plaidé en faveur d'un tel projet. Juifs et Noirs américains ont longtemps constitué d'ailleurs, avec les confédérations syndicales américaines, l'ossature du Parti Démocrate américain. Ailleurs, dans le monde occidental, des tentatives se font régulièrement jour pour associer Juifs et Noirs dans des démarches revendicatives communes. Tel est le cas par exemple en France du mouvement anti-racisme «SOS-Racisme» qui opère en concertation étroite avec l'Union des Etudiants Juifs de France.

Le mot d'ordre Back to Africa (retour en Afrique), lancé par Marcus Gravey, en 1920, avait d'ailleurs été perçu, à l'époque, par bon nombre d'observateurs comme l'équivalent africain du mot d'ordre sioniste retour à Sion. Mais le rêve d'une fraternité de souffrances s'est brisé sur les amers constats des dures contraintes de la Realpolitik. Ainsi, durant la période de la décolonisation, Israël s'est en effet rangé systématiquement du côté occidental, c'est à dire, dans le camp de ceux qui étaient perçus comme des oppresseurs coloniaux, Que cela soit en Algérie, allant même jusqu'à concevoir avec la France et le Royaume Uni, une «expédition punitive» contre l'Egypte, en 1956, en vue de briser la base arrière de soutien à la Révolution algérienne, que cela soit en Afrique du sud encore, où l'Etat hébreu, au mépris de sa philosophie affichée, a été un des principaux soutien au régime d'apartheid, engageant même avec lui une coopération nucléaire, que cela soit avec la Turquie enfin, où les rescapés du génocide hitlérien ont constamment refusé de reconnaître aux survivants arméniens du génocide turc, premier génocide du XX me siècle, le qualificatif de «génocide», tant par égard pour leur alliance stratégique avec la Turquie, que par souci de réserver au génocide hitlérien son caractère exclusif et exemplaire au bénéfice de la thématique victimaire de la diplomatie israélienne.

Dans son inoubliable Discours sur le colonialisme, Aimé Césaire dénoncera le primat accordé par les Européens à l'expiation du génocide hitlérien dans une démarche visant à occulter ce qu'il estime être le plus grand génocide de l'histoire moderne, la colonisation de l'Afrique et la traite négrière. La rupture entre Juifs et Noirs est intervenue précisément durant la période de la décolonisation de l'Afrique. Afficher un soutien résolu à l'indépendance d'Israël, et, carboniser, dans le même temps, les Algériens à Sétif et à Guelma, faucher à la mitraille les Sénégalais à Thiaroye, les Camerounais et les Malgaches sur leur sol national, pour étouffer toute velléité d'indépendance africaine, a paru aberrant à bon nombre d'Africains, qui y ont vu la marque d'une collusion entre les pays occidentaux et le nouvel Etat juif naissant. Israël est alors apparu comme une créature de l'Occident, un instrument de répression dans le tiers monde, le protecteur des Dictateurs africains à l'instar de Joseph Désiré Mobutu au Zaïre.

L'Afrique est partiellement redevable de son indépendance au Vietnam et à l'Algérie. N'était-ce la défaite française de Dien Bien Phu (1954), première défaite d'une armée blanche face à un peuple basané, et, l'hémorragie de la guerre d'Algérie, gageons que la

colonisation de l'Afrique aurait perduré. Les Africains en ont conscience de cette fraternité d'armes. Sans parler de la rupture collective des relations diplomatiques des pays arabes avec Israël, en 1967, dans la foulée de la 3^{me} guerre arabo-israélienne, le Mali, à titre d'exemple, a, dès son indépendance, dépêché un contingent symbolique de sa jeune armée pour se ranger aux côtés des combattants Algériens et Bamako, jusqu'à présent n'a jamais abrité la moindre représentation israélienne malgré les sollicitations répétitives tant des Israéliens que des Occidentaux. Et c'est un psychiatre antillais, compagnon de route de la Révolution algérienne, Frantz Fanon, qui théorisa le mieux la nouvelle alliance entre Arabes et Africains, scellée sous l'emprise coloniale, dans un retentissant ouvrage au titre ravageur «Les Damnés de la Terre». La rupture judéo-africaine a donné naissance aux Etats-Unis au mouvement des Blacks Muslims et au ralliement à l'Islam d'une frange de la communauté noire américaine, notamment de mythiques personnalités tel le boxeur Cassius Clay, alias Mohamad Ali, et vraisemblablement, le scintillant Michael Jackson et, sur le plan international, à une convergence arabo-africaine.

Opération de surenchère électorale entre le travailliste Ehud Barak, ministre de la défense, la centriste Tzipi Livni, chef du parti Kadima et ministre des affaires étrangères, en vue de barrer la voie à leur concurrent le plus sérieux Benjamin Netanyahu (chef du Likoud), l'expédition punitive de Gaza (plus de mille deux cents morts, et cinq mille blessés principalement des civils, selon un bilan provisoire) a permis d'une manière subséquente à Israël de reléguer au deuxième plan les interrogations qui commencent à se faire jour aux Etats-Unis sur la prépondérance du lobby juif américain dans la détermination de la diplomatie américaine et sur la vie économique américaine, après la faillite de deux grandes banques juives, la banque Lehman Brother's et le fond spéculatif Bernard Madoff.

Au delà de Jérusalem, l'Occident chrétien a pensé purger son passif avec le Judaïsme et lui témoigner de sa solidarité expiatoire en créant l'Etat d'Israël en vue de «normaliser la condition juive diasporique dans des constantes nationales claires», selon l'expression de l'écrivain Abraham B. Yehoshua (cf. à ce propos son article la question juive posée au Monde, 29 novembre 2001 in journal français Libération). Mais il a dans le temps transmuté son contentieux bimillénaire avec une religion longtemps considérée comme déicide en un conflit arabo-israélien et un conflit islamo-judaïque. Israël, pour tragique qu'aient été les souffrances des Juifs au siècle dernier et manifeste leur contribution à la culture du monde, ne saurait faire l'impasse sur l'intérêt que portent 1,5 milliard de Musulmans et 1,3 milliard de Chrétiens à Jérusalem, une ville vouée par les hasards de l'Histoire à être le Lieu Saint des trois grandes religions monothéistes. L'Occident ne saurait faire l'impasse sur sa responsabilité dans le drame palestinien. Il lui importe désormais d'assumer les conséquences de son acte plutôt que de se voiler la face.

Israël ne se serait jamais permis de violer continuellement et en toute impunité le Droit International, mener à bien une colonisation rampante de la quasi totalité de la Palestine, sans le soutien résolu de l'Amérique. Cela est particulièrement vrai sous le mandat de George Bush jr. La fin d'un monde unipolaire, l'échec d'une stratégie d'hégémonie telle qu'elle s'est manifestée par la neutralisation du projet du «Grand Moyen-Orient» par les contestataires à l'ordre américain implique une redéfinition des objectifs prioritaires de la diplomatie.

Il est à parier que le monde gagnerait en stabilité et en sécurité et les pays occidentaux en respectabilité et en crédibilité, le jour où Israël cessera de bénéficier d'une immunité totale et absolue en toute circonstance et en tout lieu. En tout état de cause, et quoiqu'il en soit, il n'appartient pas au peuple palestinien de payer, par délégation, pour les atrocités

commises à l'encontre des Juifs dans les pays occidentaux, notamment en Europe, ni au Monde arabe de servir de banc de thérapie au complexe de persécution et au complexe d'encerclement des Israéliens, qui se traduit par un enfermement des palestiniens de Gaza et un emmurement des palestiniens de Cisjordanie. N'en déplaise aux experts occidentaux, nombreux en la matière, le terrorisme ne résulte pas d'une création ex nihilo, pas plus qu'il ne constitue un phénomène sui generis. Il se nourrit des meurtrissures et des flétrissures, de l'impasse du désespoir magnifié par une exaltation sacrificielle. O la lumière de l'histoire récente, le meilleur antidote à l'antisémitisme réside dans une attitude de rigueur, et non de laxisme, face à Israël.

L'Histoire abonde d'exemples de suicide collectif des élites d'un pays du fait d'une cécité politique de la caste dirigeante: Ainsi la classe politico économique française s'est donnée corps et âmes au nazisme hitlérien, en 1940, pour faire barrage au communisme en France, souillant l'image de la France d'une tâche indélébile, la déshonorant d'une manière infiniment plus grave que les sifflets des jeunes à l'encontre de «La Marseillaise» lors d'un match amical de football. De même les nostalgiques bolchéviques, artisans du coup d'état contre Mikhaël Gorbatchev, en 1990, ont déblayé la voie à leur cauchemar, l'ultralibéralisme éthylique de Boris Eltsine. Il en est de même pour les «faiseurs de guerre» néo-conservateurs et leurs compères, les spéculateurs de Wall Street, qui y ont propulsé un «New Deal», une nouvelle donne contraire à leurs idéaux.

Qu'en sera-t de l'Amérique post Bush ? Barack Obama est l'héritier de toute cette histoire. Au delà de ses qualités propres, l'élection d'un «Noir» à la tête des Etats-Unis est prioritairement destinée à blanchir l'Amérique de toutes ses turpitudes au terme d'une double mandature bushienne si calamiteuse tant pour l'Amérique que pour la stabilité et la prospérité du Monde. Conformiste, il sera un nouveau Uncle Ben's de la communauté noire américaine, à l'image d'un de ses plus illustres précurseurs, Condoleezza Rice, Secrétaire d'Etat de George Bush jr. Volontariste, Barack Obama prendra place dans l'Histoire comme l'une des figures marquantes de l'Humanité à l'image de Nelson Mandela (Afrique du sud) et du Mahatma Gandhi (Inde), donnant ainsi une impulsion nouvelle au XXI me siècle, par une claire rupture avec les pratiques impériales traditionnelles de la diplomatie américaine.



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998).

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca